

Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2007)
Heft: 5

Artikel: Vers une pénurie électrique en Europe?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-643114>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Vers une pénurie électrique en Europe?

INTERNET

«Approvisionnement électrique: l'Europe sous tension», rapport de la mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver:

www.senat.fr/noticerap/2006/r06-357-2-notice.html

Union for the Coordination of Transmission of Electricity (UCTE):
www.ucte.org

En Suisse, des scénarios réalistes prévoient une augmentation d'environ 20% de la demande en électricité d'ici à 2035 et un déficit, si rien n'est entrepris, de quelque 17 milliards de kWh, soit près de deux fois la quantité d'énergie produite par la centrale nucléaire de Leibstadt en une année. Le spectre d'une pénurie en électricité est également régulièrement évoqué à l'échelle de toute l'Europe. Qu'en est-il exactement?

Une étude de l'Observatoire européen des marchés de l'énergie publiée fin 2006 par la société française Capgemini a révélé que plusieurs pays européens ne sont pas à l'abri de blackouts électriques. L'explication donnée tient à la baisse des marges dont disposent les producteurs de courant pour faire face à une forte demande. Selon le rapport, la marge moyenne en Europe est passée de 5,8% en 2004 à 4,8% en 2005. Un investissement de 700 milliards d'euros d'ici à 2030 serait nécessaire pour réduire le risque de rupture de l'approvisionnement électrique en Europe à un niveau acceptable.

Au mois de juillet de cette année, c'est au tour de la mission sénatoriale française pour la sécurité de l'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver de mettre en garde contre la tendance à la vulnérabilité de l'approvisionnement électrique en Europe. Dans son rapport intitulé «Approvisionnement électrique: l'Europe sous tension», la mission souligne que «la faiblesse des mécanismes de prévention des déséquilibres au sein de l'UE pourrait, à terme, favoriser l'apparition d'une pénurie d'électricité.»

Libéralisation du marché en cause

Outre une augmentation substantielle de la consommation d'électricité en Europe – +10,8% dans le secteur résidentiel entre 1999 et 2004 selon un rapport présenté le 13 juillet de cette année par la Commission européenne – une autre raison est également pointée: la libéralisation du marché de l'électricité. A ce propos, l'étude de Capgemini relève que: «confrontés à la dérégulation du marché, des opérateurs cherchent avant tout à regagner des parts de marché, investissant d'abord dans des bases de clientèles plutôt que dans de nouvelles infrastructures». La mission d'information sénatoriale française note quant à elle que: «force est de constater que la seule politique communautaire de l'énergie mise en œuvre au cours des dix dernières années a eu pour objectif de développer un marché libéralisé, ce qui entre en opposition avec la garantie de la sécurité d'approvisionnement».

Délégué aux affaires internationales à l'Office fédéral de l'énergie, Jean-Christophe Fügé se montre prudent sur l'emploi du terme de pénurie tout en confirmant une baisse de la marge

de manœuvre en matière de sécurité de l'approvisionnement électrique. «Dans les années 1990, il y avait une surcapacité de la production électrique en Suisse de même que dans une grande partie de l'Europe. La perspective de libéralisation du marché et l'augmentation de la concurrence qui en a découlé ont amené les producteurs à réduire les capacités excédentaires pour réduire les coûts. C'est un phénomène parfaitement logique. Aujourd'hui, la marge de sécurité est toutefois réduite au minimum et il faut commencer à réinvestir dans de nouvelles infrastructures de production. Ce qui se fait. La vraie question n'est donc pas de savoir s'il y aura

pluriannuelle des investissements de production électrique réalisée par le gouvernement. Cela permet de donner des signaux aux industriels sur les investissements souhaitables pour le système électrique. Si ces investissements ne sont pas réalisés, un mécanisme d'appel d'offres est prévu.

Un vainqueur: l'économie d'énergie

A quelque chose malheur est bon, dit un proverbe français. C'est également le point de vue du spécialiste de l'OFEN qui, et c'est tant mieux, voit ressortir un gagnant de cette situation: l'économie d'énergie. «Toute proportion gardée, une

UN INVESTISSEMENT DE 700 MILLIARDS D'EUROS D'ICI À 2030 SERAIT NÉCESSAIRE POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE RUPTURE DE L'APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE EN EUROPE À UN NIVEAU ACCEPTABLE.

pénurie si rien n'est entrepris, mais plutôt de savoir si suffisamment est entrepris pour éviter une situation de crise et d'évaluer si les conditions cadres sont propices aux investissements.»

Réponse des pays limitrophes

Interrogés par la rédaction d'*energeia*, les pays limitrophes de la Suisse se sont montrés concernés au plus au point par la question de la sécurité de l'approvisionnement électrique mais n'ont toutefois pas témoigné de véritable inquiétude face à une éventuelle pénurie prochaine. Ainsi l'Autriche, qui prévoit une augmentation de la consommation d'électricité d'ici 2016 de 2% par année, estime pouvoir encore largement augmenter l'apport de l'énergie hydraulique qui représente déjà 60% de sa production d'électricité. A l'intérieur du pays, il est prévu de construire des lignes à haute tension de 380 kV afin de faire passer le surplus d'électricité du nord vers le sud en manque relatif.

En Italie, quelque 20 000 mégawatts supplémentaires devraient être disponibles d'ici trois à quatre années. Cela correspond à la construction de 20 nouvelles centrales et à l'extension de 20 unités déjà en service. Pour les autorités, cela devrait permettre de combler le déficit en capacité de production électrique qu'il y avait en 2003. Quant à la France, elle indique s'être dotée de deux outils pour s'assurer de son niveau d'approvisionnement. Tout d'abord un bilan prévisionnel d'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité réalisé tout les deux ans et portant sur un horizon de 15 ans. Le dernier exercice, rendu public en juillet de cette année, n'indique, selon les autorités, aucun risque en terme de déséquilibre offre-demande d'ici à 2012. Le deuxième outil consiste en une programmation

pénurie annoncée peut avoir des côtés positifs. Elle peut inciter à entreprendre des programmes d'économie d'énergie. J'en veux pour exemple l'importante pénurie vécue par le Brésil en 2001 en raison d'une sécheresse. La consommation globale a chuté de 7%. celle des ménages de 15%. La situation, qui a obligé à entreprendre des économies structurelles, a été tellement draconienne qu'elle a contribué à ouvrir les esprits. Ainsi, grâce à des mesures d'efficacité, la consommation des ménages a mis cinq années avant d'atteindre à nouveau le niveau d'avant la crise.» La preuve est visible en Suisse également. Pour parer à la pénurie attendue, le Conseil fédéral a réorienté au début de l'année sa politique énergétique. Celle-ci repose désormais sur quatre piliers: efficacité énergétique, énergies renouvelables, grandes centrales et collaborations internationales. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication a élaboré durant l'été des plans d'action, comprenant une série de mesures concrètes, relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

(bum)

Et dans le reste du monde?

Pour l'expert de l'OFEN Jean-Christophe Füeg, les habitants des pays industrialisés ne se rendent pas compte de la situation ailleurs. «Nous avons la tâche facile avec une démographie plus ou moins stagnante et un taux de croissance économique régulier de 1 à 2%. Si nous ne parvenons pas à stabiliser notre consommation d'électricité, imaginez alors les pays émergents comme la Chine avec une croissance aux alentours de 10%. Le taux de croissance de la consommation d'électricité de ces pays est bien souvent plus grand encore, jusqu'à 15% par année. C'est gigantesque. La population accède à la propriété, acquière un réfrigérateur, un téléviseur... Dans de nombreux pays en voie de développement, il manque d'investissement parce que les compagnies, souvent en main publique, sont obligées par leur gouvernement de vendre leur électricité au citoyen qui n'a pas les moyens de payer, donc à perte. Elles ne peuvent alors pas investir et les réseaux se délabrent. En Inde, jusqu'à 50% de l'électricité produite disparaît, soit en raison de vols, soit à cause de l'état de délabrement du réseau.»